



Le dernier « court séjour » du Chef de l'Etat camerounais à Genève remontait à l'été 2019. Une bagarre avait éclaté dans le hall de l'hôtel Intercontinental entre les activistes camerounais et les gardes du corps du président. Ces derniers avaient molesté un journaliste suisse et Paul Biya, lui, contraint de regagner Yaoundé précipitamment.

Deux ans après ce séjour mouvementé, l'un des plus vieux présidents en exercice dans le monde est à nouveau en Suisse.

Le journal Suisse Le Temps, renseigne que l'hôtel Intercontinental, où est logé Paul Biya est protégé par plusieurs camionnettes de la police genevoise. Les agents lourdement armés y sont postés. Dans le hall, quelques gardes du corps camerounais tuent le temps sur leur portable, avec à leurs côtés des agents en civil suisses.

Le quotidien suisse édité à Lausanne informe que l'avion utilisé par le Paul Biya s'est posé à Cointrin dimanche à 18h30 (heure locale) en provenance de Yaoundé. Le code du vol indiquait la présence du président camerounais à bord. Un passionné a réussi à photographier l'avion à l'atterrissage. C'est l'avion habituellement utilisé par Paul Biya, mais il a été repeint en bleu. L'appareil loué par le Cameroun à une compagnie néerlandaise devait repartir le lundi à 15h vers New York, mais sans le président.

Dans une ambiance de fin de règne, Le Temps fait savoir que les visites récurrentes de Paul Biya en Suisse sont de plus en plus controversées.

En 2018, rappelle Le Temps, un consortium de journalistes d'investigation enquêtant sur la criminalité économique (OCCRP) estimait que le président camerounais avait passé plus de trois ans de sa longue présidence à l'étranger, dont d'innombrables séjours à Genève.

Les opposants de la diaspora camerounaise font tout pour troubler la quiétude des séjours helvétiques du chef d'Etat qu'ils qualifient de «dictateur». Hilaire Zoyem Djoumessi est l'un d'eux. Il s'est rendu dès dimanche soir à l'Intercontinental. Au journal Le Temps, il confie avoir été interrogé et fouillé par la police genevoise. **«La Suisse ne peut pas accueillir un dictateur sans permettre aux opposants de manifester. C'est un pays neutre. Il ne doit pas y avoir deux poids, deux mesures»**, déclare cet opposant, qui a déposé une demande de manifestation pour samedi. D'ici là, d'autres actions de la diaspora camerounaise sont prévues sous les fenêtres de l'Intercontinental, lit-on dans le journal suisse.